



COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL

DU 6 février 2009

EF

MEMBRES PRESENTS, EXCUSES, ABSENTS & PROCURATIONS :

	PRESENTS	EXCUSES	ABSENTS	PROCURATION A...
<i>Jean-François ROOST</i>	X			
<i>Nelly PIGUET</i>	X			
<i>Claude ROLLAND</i>	X			
<i>Gilles BELLI</i>	X			
<i>Jacques BONIN</i>		X		
<i>Elise ANDRE</i>	X			
<i>BANDI Pascal</i>	X			
<i>Alain BOURQUARD</i>	X			
<i>Séverine CALABRE</i>	X			
<i>Sylvia COLA</i>	X			
<i>Grégory DIZY</i>	X			
<i>Jean-Paul LALLOZ</i>		X		<i>Odile ZARAGOZA</i>
<i>Odile MEYER-ZARAGOZA</i>	X			
<i>Francis MORANDINI</i>		X		<i>Jean-François ROOST</i>

Secrétaire de séance : Elise ANDRÉ

1 – Ouverture de poste adjoint technique 2^{ème} classe

Monsieur le Maire explique qu'il y a lieu d'ouvrir un poste d'adjoint technique 2^{ème} classe à temps complet.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **DÉCIDE :**
D'ouvrir un poste d'adjoint technique 2^{ème} classe à temps complet ; que ce poste sera ouvert à compter du 1^{er} mars 2009 ; que les crédits correspondants seront inscrits au budget.

2 – Fermetures de postes

Monsieur le Maire explique qu'afin de mettre en ordre l'organigramme de la commune, il y'a lieu de fermer les postes suivants non occupés.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **DÉCIDE :**
De fermer les postes suivants :
- Adjoint administratif 1^{ère} classe à temps non complet 20 heures hebdomadaire ;
- ATSEM à temps non complet 20 heure hebdomadaire
- Adjoint technique 1^{ère} classe à temps complet

3 – Convention de mise à disposition gratuite rez-de-chaussée presbytère

Monsieur le Maire explique aux membres du Conseil municipal que la commune met à disposition gratuite de l'association diocésaine les locaux situés au rez-de-chaussée du presbytère.

Monsieur le Maire rappelle que selon l'article L2144-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, la commune peut mettre les locaux communaux à disposition des associations, syndicats ou partis politiques qui en font la demande. Cette autorisation d'occupation peut être gratuite, toujours prise à titre précaire et révocable, d'une durée d'un an avec possibilité de la renouveler d'année en année, par accord entre les parties.

Monsieur le Maire propose donc de lui permettre de signer avec l'Association Diocésaine de Belfort, une convention de mise à disposition gratuite des locaux concernés par le bail, afin que l'activité de catéchisme se poursuive, telle qu'auparavant.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **DÉCIDE à l'unanimité des membres présents : d'autoriser le Maire à signer une convention de mise à disposition gratuite du rez-de-chaussée du presbytère avec l'Abbé Mourey, agissant au nom et pour le compte de l'Association Diocésaine ; que cette convention est consentie pour une durée d'un an à titre précaire et révocable renouvelable chaque année par accord express à compter du 1^{er} janvier 2009.**

4 – Subvention collectif résistance et déportation

Monsieur le Maire explique que dans le cadre de la transmission de la mémoire de la période douloureuse de la seconde guerre mondiale, le collectif résistance et déportation organise comme chaque année un concours auquel peuvent participer les collégiens et lycéens.

Afin de récompenser les lauréats, le collectif organise une remise d'ouvrages.

La commune est donc sollicitée afin de participer financièrement à l'achat de ces ouvrages.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **DÉCIDE :**
De verser une subvention de 150 € au collectif résistance et déportation du Territoire de Belfort ; que les crédits nécessaires seront inscrits au budget.

5 – Délégation de signature convention SIFA

Monsieur le Maire rappelle que précédemment lors d'une municipalité, les membres du Conseil municipal avaient donné leur accord de principe pour prendre une habitante de Bourogne en stage rémunéré dans le cadre du dispositif SIFA (Stage Individualisé de Formation en Alternance) en partenariat avec la mission départementale espace jeunes et la région de Franche Comté.

Monsieur le Maire propose donc de la déléguer pour négocier les conditions de ce stage et l'autoriser à signer les documents relatifs à ce dossier.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **DÉCIDE :**
De déléguer le Maire pour négocier les conditions du stage rémunéré dans le cadre du dispositif SIFA en partenariat avec la mission départementale espace jeunes et le Conseil régional ; de l'autoriser à signer tous les documents relatifs à cette affaire ; de prévoir les crédits correspondants au budget.